



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

FR

Luxembourg, le 24 avril 2007
8825/07 (Presse 92)

**11ème réunion de la troïka ministérielle CEDEAO-UE
Luxembourg, le 24 avril 2007**

COMMUNIQUÉ FINAL

1. La onzième réunion de la troïka ministérielle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union européenne (UE) s'est tenue à Luxembourg le 24 avril 2007 sous la co-présidence de Mme Aïchatou Mindaoudou, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine du Niger et de M. Javier Solana, Haut Représentant de l'UE pour la PESC et Secrétaire général du Conseil de l'UE.
2. La troïka de la CEDEAO comprenait également M. Mohamed Ibn Chambas, président de la Commission de la CEDEAO. La troïka de l'UE comprenait en outre M. Günter Gloser, ministre adjoint de l'Allemagne, représentant la présidence actuelle de l'UE, M. João Gomes Cravinho, secrétaire d'État du Portugal, M. Louis Michel, commissaire européen au développement et M. Hans Dahlgren, Représentant Spécial de la Présidence pour l'Union du fleuve Mano, M. Ahmedou Ould-Abdallah, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, et M. Amadou Diop, de la Commission de l'UEMOA, ont également assisté à la réunion en qualité d'observateurs.

P R E S S E

Rue de la Loi, 175 B – 1048 BRUXELLES Tél.: +32 (0)2 281 6319 Fax: +32 (0)2 281 8026
press.office@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/Newsroom>

8825/07 (Presse 92)

1

FR

A. PAIX ET SÉCURITÉ

Côte d'Ivoire

3. La CEDEAO et l'UE ont accueilli avec satisfaction la signature de l'accord politique intervenu le 4 mars 2007 à Ouagadougou entre le président de la République de Côte d'Ivoire et le Secrétaire général des Forces nouvelles. Elles saluent l'engagement personnel dont a fait preuve M. Blaise Compaoré, président du Burkina Faso, dans son rôle de facilitateur.
4. Les deux parties ont invité les signataires de l'accord et les autres protagonistes de la crise ivoirienne à respecter le calendrier convenu en mettant en œuvre sans retard les mesures prévues dans l'accord de Ouagadougou, afin de permettre la relance du processus de paix défini dans la résolution 1721 du Conseil de sécurité des Nations unies. À cet égard, elles se sont félicitées de la formation d'un gouvernement de transition, ainsi que de la constitution d'un centre de commandement intégré, et attendent avec intérêt le démarrage à bref délai du processus électoral. Afin de mettre rapidement un terme à la crise que connaît le pays, les deux parties ont répété qu'il importe de procéder à une identification effective des populations et au désarmement des groupes armés, afin de créer les conditions nécessaires à la tenue, dans les meilleurs délais, d'élections libres, régulières et transparentes.
5. Les deux parties ont félicité M. Pierre Schori, ancien représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Stoudmann, Haut représentant de l'ONU pour les élections, et M. Konan Banny, ancien premier ministre, et au Groupe de travail international pour leur contribution à la paix en Côte d'Ivoire. Elles ont également souligné la nécessité de garantir une participation appropriée de la communauté internationale, et en particulier de l'ONU, dans le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'accord de Ouagadougou. Les deux parties sont aussi convenues de continuer à suivre de près la situation dans le pays.

République de Guinée

6. La CEDEAO et l'UE se sont félicitées de la nomination de M. Lansana Kouyaté au poste de premier ministre et de la formation d'un gouvernement d'unité nationale à la suite de consultations intenses avec toutes les forces politiques et la société civile. Ces deux événements constituent des étapes importantes dans la mise en œuvre de l'accord signé entre le gouvernement et les syndicats. Les deux parties ont rendu hommage à la société civile guinéenne et aux syndicats, dont l'attitude constructive a permis une issue consensuelle à la crise. L'UE a félicité la CEDEAO pour ses efforts de médiation, qui ont été essentiels pour apaiser les tensions.

7. La CEDEAO et l'UE regrettent vivement les pertes en vies humaines au cours de la crise et demandent au nouveau gouvernement de poursuivre dans la voie des efforts engagés pour faire toute la lumière sur les violences afin que les coupables ne restent pas impunis. Elles ont également encouragé le nouveau gouvernement à entreprendre d'urgence des réformes économiques et sociales afin d'améliorer les conditions de vie de la population et à accorder la priorité à la protection des droits de l'homme, notamment la liberté des médias, et de l'État de droit dans le pays. L'UE reprendra un dialogue constructif, en particulier sur ces derniers points, avec les nouvelles autorités guinéennes dans le cadre de consultations qui ont débuté en 2004 conformément à l'accord de Cotonou, assorti d'une mission de suivi début mai.
8. La CEDEAO et l'UE ont encouragé toutes les parties à accélérer leurs efforts visant à réformer le cadre électoral pour la tenue d'élections législatives libres, régulières et transparentes en 2007. À cet égard, les deux parties ont demandé à l'Assemblée nationale d'adopter sans retard les quatre lois électorales convenues avec l'opposition en 2006, dans le cadre d'un dialogue politique. L'UE a confirmé qu'elle était prête à appuyer le processus de démocratisation et a informé la CEDEAO qu'elle avait signé un accord avec le PNUD visant à créer un "basket fund" pour les élections. La CEDEAO et l'UE ont accueilli avec satisfaction la nomination d'un représentant spécial du président de la CEDEAO à Conakry, chargé de suivre la situation de près et d'apporter un soutien. Les deux parties sont convenues de coopérer en vue de faciliter le maintien de la stabilité du pays par une réforme démocratique.

Guinée-Bissau

9. La CEDEAO et l'UE ont encouragé le nouveau gouvernement et tous les acteurs politiques de Guinée-Bissau à résoudre leurs différends par la voie constitutionnelle et à travailler ensemble dans un esprit de réconciliation nationale. L'UE a salué le rôle positif qu'a joué la CEDEAO et le Bureau d'appui des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau dans l'apaisement des tensions politiques dans le pays. Les deux parties ont également encouragé le nouveau gouvernement à se concentrer sur l'amélioration de la situation économique, comme le prévoit le document de Stratégie de réduction de pauvreté 2006-2008 (DRSP), et sur les réformes nécessaires des secteurs de l'administration publique et du secteur de la sécurité.

10. Les deux parties ont salué l'engagement des partenaires internationaux lors de la deuxième réunion du Groupe de contact international (GCI) sur la Guinée-Bissau tenue à Lisbonne le 26 mars 2007, ainsi que la proposition de ce dernier de mettre en place un cadre de gouvernance économique, fondé sur le modèle le Programme d'assistance à la gouvernance et à la gestion de l'économie (GEMAP) au Liberia; ce mécanisme permettra de restaurer la confiance entre les bailleurs de fonds et le gouvernement de la Guinée-Bissau. La CEDEAO s'est félicitée de l'intention manifestée par l'UE d'examiner les possibilités d'accroître son engagement en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau. Les deux parties souhaitent un renforcement de la coopération entre ce pays et la Banque mondiale ainsi que le FMI. La CEDEAO et l'UE continueront également à coopérer, tant sur le terrain que dans le cadre du Groupe de contact international, notamment en proposant d'inclure le pays dans les travaux de la Commission pour la consolidation de la paix des Nations unies. Les parties attendent avec intérêt la mission à haut niveau que le GCI va effectuer prochainement en Guinée-Bissau et qui vise à instaurer un climat de confiance en entamant un dialogue avec toutes les parties prenantes.

B. CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE ET ÉLECTIONS

Coopération dans le domaine de la consolidation de la démocratie

11. À la suite de leur décision de renforcer la coopération dans le domaine de la démocratisation, la CEDEAO et l'UE ont accru leurs échanges d'informations, notamment dans le cadre des rapports finals sur l'observation des élections. La CEDEAO a accueilli avec satisfaction l'aide fournie au fonds électoral de la CEDEAO par le Fonds européen de développement au titre du programme pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix.
12. L'UE a rendu hommage à la CEDEAO pour sa contribution à l'observation des élections dans la région, qui sera encore renforcée par la mise en place de sa nouvelle unité d'assistance électorale. La CEDEAO et l'UE ont accueilli avec satisfaction le guide de la CEDEAO sur les élections qui est en voie d'achèvement ainsi que le renforcement du réseau de commissions électorales des pays de la sous-région.
13. La CEDEAO a salué la mission de l'UE pour l'observation des élections actuellement déployée au Nigeria, ainsi que l'intérêt qu'elle manifeste pour observer les élections en Guinée, en Sierra Leone et au Togo. Les deux parties ont insisté sur la valeur ajoutée qu'apportera une coopération régulière entre leurs missions d'observation des élections lorsqu'elles sont déployées simultanément dans le même pays.

Nigeria

14. La CEDEAO et l'UE ont échangé leurs points de vue sur le processus électoral au Nigeria. Ils ont félicité le peuple du Nigeria pour la détermination de son engagement dans le processus. Ils ont pris note, dans le contexte de ces élections, de certains éléments positifs tels que la liberté d'expression et l'indépendance du système judiciaire. Les parties ont cependant déploré les insuffisances au niveau de l'organisation et de la procédure ainsi que les actes de violence qui ont été rapportés par les missions nationales, régionales et internationales d'observation électorale. La CEDEAO et l'UE appellent toutes les parties à respecter les procédures légales pour la prise en compte des recours et la finalisation du processus électoral.
15. La CEDEAO et l'UE sont confiants que le prochain gouvernement continuera à s'attaquer aux causes profondes de la violence et l'encouragent de plus à poursuivre et renforcer les réformes entreprises dans les domaines du système électoral, du secteur économique, de l'État de droit et de la bonne gouvernance, conscients du rôle que le Nigeria s'engage à jouer pour la stabilité de la sous-région.

Sierra Leone

16. Conscientes de l'importance que revêtent les élections à venir pour la Sierra Leone en vue de la consolidation de la paix et de la démocratie dans la région, la CEDEAO et l'UE envisagent de déployer des missions d'observation des élections. Les deux parties ont souligné l'importance du respect par toutes les partis politiques et leurs partisans, pendant la campagne électorale, des règles de la démocratie et de la liberté de mouvement et d'expression, ainsi que la nécessité de prévoir un mécanisme efficace de règlement des différends. La CEDEAO et l'UE ont félicité Mme Thorpe, présidente de la Commission électorale nationale, pour la compétence avec laquelle elle a supervisé la préparation des élections et la bonne exécution des processus de délimitation des frontières des circonscriptions électorales et d'inscription des électeurs.
17. La CEDEAO et l'UE espèrent, comme condition indispensable au développement économique, que le futur gouvernement de Sierra Leone améliorera la gouvernance et obligera les responsables à mieux rendre compte de leur action. Elles souhaitent également la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité et réconciliation et ont demandé avec insistance un plus grand soutien à la Commission des droits de l'homme et par l'engagement de la société civile, du gouvernement et du parlement dans le processus. La CEDEAO et l'UE se sont félicitées de la mission de la Commission des Nations unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et ont encouragé la poursuite du dialogue entre cette commission et les acteurs sur le terrain.

Togo

18. La CEDEAO et l'UE ont pris note avec satisfaction du travail déjà accompli jusqu'alors pour préparer les élections de juin 2006, y compris la décision de la Commission électorale nationale indépendante de fournir à tous les électeurs des cartes d'identité sécurisées et les mesures prises pour améliorer la sécurité pendant la période électorale. La CEDEAO s'est félicitée de l'aide apportée par l'UE dans l'organisation des élections, en collaboration avec le PNUD. Les deux parties, qui envisagent de prendre part à l'observation des élections, souhaitent la présence d'observateurs nationaux. Il est primordial que ces élections se déroulent dans un climat pacifique pour contribuer à la réconciliation nationale et à la transition vers une véritable démocratie.
19. La CEDEAO et l'UE ont également constaté avec satisfaction les progrès réalisés en vue de la mise en œuvre de l'Accord politique global dans le cadre de son comité de suivi. À cet égard, les deux parties ont jugé encourageants l'ouverture à Lomé d'un bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et le rôle joué par le Comité national pour les réfugiés dans le retour des réfugiés. Les deux parties espèrent que le nouveau gouvernement issu de ces élections luttera aussi contre l'impunité et qu'il engagera les réformes nécessaires de l'administration et de la justice, y compris une réforme du secteur de la sécurité. La CEDEAO et l'UE ont confirmé leur intention de continuer à soutenir le pays sur la voie de la démocratie et du développement.

C. MIGRATIONS

20. La CEDEAO et l'UE ont adopté le mandat du groupe de travail CEDEAO-UE sur les migrations et ont noté avec satisfaction qu'il s'était réuni pour la première fois en marge de la troïka ministérielle. Ce groupe de travail, qui facilitera le dialogue politique entre la CEDEAO et l'UE sur les questions de migrations, servira d'interface entre les expertises régionales africaine et européenne et le niveau politique et identifiera les domaines d'action pour une coopération concrète. Il mettra particulièrement l'accent sur la promotion de la dimension "développement" des migrations. Il facilitera aussi la coordination entre la CEDEAO et l'UE en ce qui concerne leur contribution aux initiatives parrainées par des gouvernements, d'autres organisations internationales et la société civile dans ce domaine.
21. La CEDEAO et l'UE ont rappelé les engagements contenus dans les conclusions des Troïkas Ministérielles de Vienne, de mai 2006, et de Niamey, d'octobre 2006, les deux Parties ont souligné la nécessité de renforcer le dialogue bilatéral sur les questions liées à la migration et au développement, et d'agir ensemble dans ce domaine. Les deux Parties se sont réjouies de l'organisation de cette première réunion du Groupe conjoint, qui permettra de renforcer leur coopération, dans un esprit de partenariat, dans des domaines auxquels tant la CEDEAO que l'UE attachent une importance particulière.

Les participants à la réunion ont salué les progrès accomplis par la CEDEAO dans la définition d'une position commune sur les migrations.

Les deux Parties ont convenu que le Groupe de travail conjoint devrait avoir des réunions périodiques, en principe deux fois par an, à organiser en marge des réunions des Troïkas Ministérielles CEDEAO-UE, sur la base du mandat qui sera adopté par la Troïka Ministérielle le 24 avril 2007. Ils ont également agréé que la première réunion devrait avoir lieu au Burkina Faso en octobre 2007.

D. DROITS DE L'HOMME ET BONNE GOUVERNANCE

22. La CEDEAO et l'UE ont procédé à un échange de vues sur le Conseil des droits de l'homme, créé récemment, et elles sont convenues de coopérer en vue de mieux préparer ses réunions, afin qu'il puisse remplir son mandat d'une manière responsable et efficace, dans un esprit de dialogue et de coopération. Les deux parties ont estimé que le Conseil des droits de l'homme devrait jouer un rôle déterminant dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme à l'échelle planétaire, notamment par une action menée tout au long de l'année sur des questions importantes touchant aux droits de l'homme. À cet effet, elles coopéreront étroitement l'une avec l'autre, ainsi qu'avec d'autres États membres des Nations unies. Les deux parties ont également déclaré qu'elles étaient déterminées à faire en sorte que la protection effective des droits de l'homme soit intégrée dans toutes les composantes du système des Nations unies. L'UE a pris note de la mise en place d'un réseau des institutions nationales des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest.
23. La CEDEAO et l'UE ont également examiné comment la Commission de consolidation de la paix pourrait jouer un rôle central au sein du système des Nations unies pour ce qui est de définir des stratégies de consolidation de la paix destinées aux pays sortant d'un conflit et de renforcer la coordination. Elles ont souligné qu'il sera important, pour que l'action de la Commission soit couronnée de succès, de collaborer étroitement avec les organisations régionales et d'associer toutes les parties intéressées, y compris la société civile, dans les pays concernés seraient importantes. La CEDEAO et l'UE, qui sont deux acteurs régionaux importants en matière de consolidation de la paix, sont résolues à contribuer pleinement et activement aux travaux de la commission et à faire en sorte qu'elle puisse concourir concrètement à garantir un avenir pacifique aux sociétés qui ont souffert d'un conflit.
24. Les deux parties ont également salué l'adoption de la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance.

E. PROCESSUS D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET APE

25. La CEDEAO et l'UE se sont félicitées des progrès accomplis dans les négociations.
26. À l'issue de la dernière réunion des négociateurs en chef, qui s'est tenue à Bruxelles le 5 février 2007, les parties sont convenues d'accélérer le rythme des négociations et des travaux sur les mesures d'accompagnement afin de parvenir à des résultats ambitieux en vue de la prochaine réunion des négociateurs en chef en juillet.
27. Les deux parties ont souligné qu'il était important d'accélérer le processus de ratification du 10^{ème} FED.

F. STRATÉGIE DE L'UE POUR L'AFRIQUE

28. La CEDEAO et l'UE ont salué les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE pour l'Afrique et dans l'élaboration d'une stratégie commune UE-Afrique, qui suppose que la société civile devra être largement consultée et qui devrait être adoptée lors du deuxième Sommet Europe-Afrique à Lisbonne, en 2007.

G. ADOPTION D'UNE DÉCLARATION CONJOINTE SUR LA PROLIFÉRATION D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE (ALPC)

29. La CEDEAO et l'UE ont adopté une déclaration conjointe sur la prolifération d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et elles sont convenues d'élaborer en étroite collaboration une approche plus globale et plus cohérente, fondée sur le droit international et les droits de l'homme, ainsi que sur l'égalité et la responsabilisation réciproque, afin de couvrir tous les aspects du problème que posent la prolifération d'ALPC et de leurs munitions. Les deux parties travailleront de concert pour lutter contre la prolifération et le trafic illicites d'ALPC et de leurs munitions en soutenant la mise en œuvre et l'application effective des politiques et de la législation au niveau national, ainsi que l'harmonisation de la législation adoptée en vue de lutter contre les transferts illicites afin d'améliorer la gestion et la sécurité des stocks d'ALPC et de leurs munitions. Les deux parties ont également demandé que la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes soit rapidement ratifiée, et elles sont convenues d'œuvrer conjointement à son application effective.

J. DIVERS

30. L'UE a félicité la CEDEAO pour la création de la commission de la CEDEAO et l'attribution de nouvelles compétences à la cour de justice et au parlement de la CEDEAO. Des informations au sujet de la Force en attente de la CEDEAO, qui sera une contribution importante à la Force africaine en attente, ont aussi été fournies. L'UE a félicité la CEDEAO pour ces avancées sur la voie d'une intégration régionale plus poussée et de l'amélioration de la gouvernance au niveau régional.
 31. Les deux parties ont rappelé l'importance de poursuivre la mise en œuvre du Cadre d'action CEDEAO-UE-UNOWA pour la paix et la sécurité.
-